

Plaidoyer pour les chrétiens d'Orient

Comment poursuivre Daech pour « crimes contre l'humanité » ? Un colloque international réunissant à Paris dignitaires religieux et responsables politiques a établi la difficulté de mener de telles procédures.

Par Jean-Marie Guénois – 11/12/18

Rare assemblée, mardi 11 décembre, au conseil régional d'Île-de-France, en plein cœur de Paris. Des dignitaires religieux, avec leurs coiffes traditionnelles, chrétienne ou musulmane, venus de tout le Moyen-Orient, siégeaient aux premiers rangs de l'hémicycle pour une conférence internationale contre les « discriminations des chrétiens » et des « minorités », dont les Yazidis, organisée par la Coordination des chrétiens d'Orient en danger (Chredo) dirigée par Patrick Karam. Valérie Pécresse, présidente de la région, les a accueillis en détaillant « l'engagement » et la « mobilisation » de l'Île-de-France, « amie des chrétiens d'Orient et des minorités », citant, par exemple, l'existence d'un fonds de la région qui finance plusieurs actions humanitaires en Syrie, en Irak, ou au Liban. Elle a conclu : « Rien, donc, n'est figé si l'on s'y met tous, les choses peuvent changer pour que chaque religion soit respectée. » De fait, les intervenants religieux et politiques (députés, ministres, ambassadeurs) venus d'Arménie, d'Égypte, d'Irak, d'Iran, du Liban, de Syrie qui se sont succédé à la tribune ont pris la parole en ce sens. Notamment les musulmans : tant le représentant de l'université al-Azhar que les représentants musulmans d'Irak, chiites et sunnites, tous ont condamné avec la plus grande sévérité la doctrine de Daesh. « C'est un cancer dans le corps musulman, le nier serait une faute, il ne faut pas les innocenter, a ainsi lancé le grand imam chiite de la mosquée al-Ghailani de Bagdad, cheikh Anas al-Issawi, c'est de l'islam politique qui manipule l'islam parce qu'il veut un État musulman. Nous voulons d'un État qui respecte les religions. »

Ce qui posait la première question centrale de cette conférence internationale. Celle de la « citoyenneté », revendiquée par les chrétiens présents pour bénéficier de l'égalité des droits. Une priorité pour ces derniers, dont la « situation est catastrophique », a commenté Mgr Ramzi Garmo, archevêque chaldéen de Téhéran, représentant le patriarche Sako. En écho, Hafim Afram, libanais et président de la ligue syriaque, a ainsi dénoncé « ce que personne ne veut appeler par son nom : les chrétiens sont la cible d'un génocide » parce qu'« il n'y a pas de place en Orient pour celui qui n'est pas

fort ». « Le problème n'est donc pas celui du pourcentage des chrétiens, mais celui du droit de citoyen à la liberté et à l'égalité », a-t-il pointé, sans quoi « l'hémorragie » continuera.

Ce qui posait la première question centrale de cette conférence internationale. Celle de la « citoyenneté », revendiquée par les chrétiens présents pour bénéficier de l'égalité des droits. Une priorité pour ces derniers, dont la « situation est catastrophique », a commenté Mgr Ramzi Garmo, archevêque chaldéen de Téhéran, représentant le patriarche Sako. En écho, Hafim Afram, libanais et président de la ligue syriaque, a ainsi dénoncé « ce que personne ne veut appeler par son nom : les chrétiens sont la cible d'un génocide » parce qu'« il n'y a pas de place en Orient pour celui qui n'est pas fort ». « Le problème n'est donc pas celui du pourcentage des chrétiens, mais celui du droit de citoyen à la liberté et à l'égalité », a-t-il pointé, sans quoi « l'hémorragie » continuera.

L'impossible retour ?

Ce qui introduisait l'autre question de la journée, celle du « retour » des réfugiés dans leur pays, dramatiquement illustré par le pasteur protestant Haroutune Selimian, arménien, arrivé tout droit d'Alep qui a décrit « la situation atroce » de beaucoup de déplacés.

Dernier axe du jour, lancé par Patrick Karam - qui insiste pour placer la Chredo non « sur un plan religieux », mais pour « le respect des droits de l'homme » sans « discrimination » - il a été question de justice internationale pour ne pas laisser impunis les crimes commis ces dernières années, notamment par Daech. En poursuivant notamment ses responsables pour « crimes contre l'humanité » et « obtenir la condamnation des mouvements extrémistes », dont « les États complices », a prévenu Patrick Karam. Sans oublier le dossier Lafarge, attaqué par la Chredo pour « complicité de crime contre l'humanité ».

« La proclamation internationale de Paris », dévoilée en fin d'après-midi, a repris tous ces axes. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a confirmé « le maintien de l'engagement de la France en faveur des chrétiens d'Orient », en énonçant différentes mesures dont « la lutte contre l'impunité », par « la saisine de la Cour pénale internationale pour les crimes les plus graves ».